

Objektyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1491

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Quatre milliards pour une rustine

L'HOMME, DONC AUSSI L'HOMME PUBLIC, DONC AUSSI L'HOMME D'AFFAIRES A BESOIN D'HABILLER SES FAIBLESSES ET SES MANQUES de nobles sentiments. C'est ainsi que la quasi faillite de Swissair, qui restera dans l'histoire comme une gestion privée de catastrophe nationale, et le sauvetage incroyablement coûteux par des pouvoirs publics acculés sont devenus lundi soir, après la conférence de presse du Conseil fédéral, la Réconciliation (oui, avec majuscule) de l'Economie et de l'Etat. On en pleurait au journal radiophonique du soir, où l'on a, il est vrai, le pathos facile. Il sera utile que les enquêteurs remontent assez haut en amont pour déterminer non pas quelles erreurs ont été commises, on sait déjà lesquelles, mais comment elles ont pu être comptablement dissimulées. Mais il est déjà établi que dans l'histoire récente du sauvetage, le plan Phénix, voulu par les banques et notamment l'UBS, était une improvisation inadaptée quoiqu'imposée autoritairement. Les effets du « grounding » de la flotte de Swissair étaient sous-estimés. En sauvetage d'urgence, le Conseil fédéral a dû engager 450 millions pour maintenir des lignes d'avions à moitié vides. Mais l'opération devra être prolongée durant tout l'hiver, mise au prix d'un milliard, à fonds perdus. Ce qui n'empêchait pas M. Ospel, patron de l'UBS, de célébrer la Réconciliation. Une telle gestion échappera au contrôle populaire. L'argent sera déjà dépensé. La démocratie directe a ses limites. Mais on relèvera que sur le plan

privé il en va de même; les PDG engageront l'argent de leur société dans un investissement qui est hors du champ de la raison sociale de leur entreprise.

Quelques milliers d'emplois seront sauvés, mais quelque 5000 disparaîtront aussi, sans plan social connu. Il y a disproportion criante entre le coût du sauvetage et le peu de considération pour ceux dont les emplois sont sacrifiés.

Même si personne ne conteste l'importance nationale de la place économique zurichoise, le Conseil fédéral en investissant des sommes aussi gigantesques en faveur de Zurich met sérieusement en danger l'équilibre confédéral. Qu'opposera-t-il aux revendications régionales, nécessairement modestes en comparaison? Tout refus sera ressenti comme discriminatoire.

Enfin, il faudra, au-delà du cas Swissair, poser la question du contrôle des secteurs considérés comme si essentiels que l'Etat ne peut les laisser partir en faillite. La garantie implicite dont ils bénéficient suppose en retour des droits publics explicites.

Place du privé dans les secteurs vitaux, fonctionnement de la démocratie, équilibre social et confédéral, les ondes de choc seront durables. AG

Le plan Phénix, voulu par les banques était une improvisation inadaptée quoiqu'imposée autoritairement

Sommaire

Radio-télévision: Parade limitée contre l'offensive de M6 (p. 2)

Partis: La situation à mi-législature (p. 3)

Débat démocratique: Les commissions d'éthique sont-elles nécessaires? (p. 4)

Réassurance: Un solide rapport au risque (p. 5)

Sur la tolérance: La grande coalition des religieux (p. 6)

Anthrax: La grande peur du bio-terrorisme (p. 7)